



**RAPPORT COMPLEMENTAIRE DES  
ENFANTS DE CÔTE D'IVOIRE DANS LE  
CADRE DU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS  
ET DU BIEN-ETRE DE L'ENFANT**

*Fait pour et par les enfants*



## Note sur les dessins

Afin de protéger notre identité et la vie privée de nos camarades qui ont participé aux consultations, les photographies originales ont été remplacées par des dessins.

Ce choix vise à protéger notre identité tout en montrant fidèlement nos moments d'échange, de dialogue et de participation qui ont marqué le processus d'élaboration de notre rapport complémentaire.



## Remerciements

Nous remercions toutes les personnes qui ont rendu possible l'élaboration de ce rapport.

Nous remercions d'abord tous nos camarades qui ont accepté de partager leurs expériences, leurs problèmes et leurs propositions au cours des consultations. Grâce à leurs témoignages, ce rapport reflète les réalités que nous vivons en Côte d'Ivoire.

Nous remercions nos camarades rapporteurs qui ont animé les discussions, administré les questionnaires et participé à l'analyse des résultats.

Nous exprimons notre reconnaissance à :

- Toutes les organisations membres de la Plateforme Nationale des Organisations et Associations d'Enfants de Côte d'Ivoire (PNOAE-CI) ;
- L'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs de Côte d'Ivoire (AEJT-CI) ;
- La Coalition des Enfants de San Pedro (COAE-SP) ;
- Le Pool d'Enfants de Yamoussoukro ;
- Les Enfants Champions du climat de Korhogo ;
- La Coalition des Enfants d'Aboisso ;
- La section AEJT de Grand-Bassam ;
- Tous les encadreurs et les facilitateurs.

Ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers qui ont accompagné ce processus tout en veillant à ce que notre parole reste au centre du rapport.

Enfin, nous remercions tous les adultes qui croient que les enfants ont des idées, des solutions et le droit d'être écoutés lorsque des décisions sont prises sur les questions qui les concernent.



## Avant-propos

Nous sommes des filles et des garçons venant de Korhogo, Abidjan, Grand-Bassam, Aboisso, San Pedro, Adiaké, Ouangolodougou, Divo, Bouaké, Abengourou, Grand-Lahou, Noé, Man, Bondoukou, Bingerville, Bonoua, Guimbé. Nous avons des parcours de vie différents : certains vivent en ville, d'autres en milieu rural ; certains vont à l'école, d'autres travaillent ; certains vivent avec un handicap ou dans des situations de vulnérabilité. Malgré nos différences, nous partageons les mêmes droits et le même espoir de grandir dans un environnement où chaque enfant est respecté, protégé et écouté.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE), nous avons souhaité faire entendre notre voix. A travers ce rapport, nous partageons ce que nous vivons au quotidien, les difficultés rencontrées par certains de nos camarades, mais aussi les solutions que nous proposons pour améliorer la situation des enfants en Côte d'Ivoire.

Pour construire ce rapport, nous avons organisé 31 focus groupes et recueilli des questionnaires renseignés par 286 de nos camarades de plusieurs villes de Côte d'Ivoire. Ces consultations nous ont permis de nous exprimer librement sur cinq thèmes qui nous concernent directement :

- 1) Ma vie, mon identité et ma voix ;
- 2) Ma sécurité, ma santé et ma famille ;
- 3) Mon école, mes loisirs et les enfants vulnérables ;
- 4) Mes responsabilités et mes devoirs ;
- 5) Environnement et mon avenir.

Au cours de nos échanges, nous avons mis en évidence plusieurs préoccupations communes. Nous avons constaté que certains enfants ne possèdent toujours pas d'acte de naissance, que plusieurs de nos camarades sont victimes de violences, de discrimination ou d'exclusion, que l'accès à une éducation de qualité et aux soins de santé reste difficile pour certains, que les enfants vivant avec un handicap rencontrent encore de nombreux obstacles et que les effets du changement climatique affectent déjà notre quotidien.

Au-delà de ces constats, nous avons formulé des recommandations concrètes à l'intention de l'État, des collectivités territoriales, des familles, des communautés, des organisations de la société civile et des partenaires afin que tous les enfants puissent exercer pleinement leurs droits.

Nous espérons que ce rapport contribuera à renforcer la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant en Côte d'Ivoire et que nos propositions seront prises en compte dans les décisions qui concernent notre présent et notre avenir.

Parce que nous ne sommes pas seulement les citoyens de demain. Nous sommes aussi les citoyens d'aujourd'hui.

**Sarah, Coordinatrice Nationale de la PNOAE-CI**



## Reconnaissance des efforts de l'état dans la mise en œuvre de nos droits et objet de notre contribution

Avant de partager nos constats et nos recommandations, nous souhaitons souligner que ce rapport a été élaboré après l'analyse du rapport de l'État de Côte d'Ivoire sur la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

Nous tenons à féliciter l'État ivoirien pour les efforts importants déployés en faveur de la promotion, de la protection et de la réalisation de nos droits. Les progrès accomplis dans plusieurs domaines témoignent de l'engagement des autorités et des différents acteurs impliqués dans cette mission.

Si notre rapport met principalement l'accent sur les difficultés que nous vivons encore et sur les changements que nous souhaitons voir, c'est un choix volontaire. Nous avons souhaité consacrer le plus d'espace possible à l'expression de nos réalités, de nos préoccupations et de nos recommandations. Ce choix ne remet pas en cause les acquis présentés dans le rapport de l'État, mais vise à apporter un éclairage complémentaire à partir de notre vécu.

Nous espérons que nos observations et nos propositions viendront enrichir le dialogue avec le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant et contribueront à renforcer les actions déjà engagées en faveur de tous les enfants de Côte d'Ivoire.



## Objectif

Nous voulons contribuer au suivi de la mise en œuvre de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant en partageant ce que nous vivons tous les jours, nos préoccupations et les changements que nous souhaitons voir pour tous les enfants en Côte d'Ivoire.



## Introduction

Nous sommes des enfants de différentes régions de la Côte d'Ivoire.

Nous avons participé à un processus de consultation afin de partager nos expériences, nos préoccupations et nos propositions sur la manière dont nos droits sont respectés dans notre pays.

Avant les consultations, nous avons été informés sur la CADBE, le rôle du Comité Africain des Experts du Droit et du Bien-être de l'Enfant (CAEDBE) et le processus d'élaboration d'un rapport alternatif.

Nous avons ensuite identifié les thèmes qui nous ont semblé les plus importants en examinant le rapport de l'État. Nous avons mis en place un comité composé de 2 garçons, 3 filles, 1 femme et 1 homme. Ce comité a été chargé de conduire le reste du processus.

À travers les focus groupes et les questionnaires en ligne, nous avons recueilli les points de vue de 609 enfants vivant dans différentes villes de la Côte d'Ivoire.

Nos échanges ont porté sur notre identité, notre sécurité, notre santé, notre famille, notre école, notre participation ainsi que notre environnement.

À travers ce rapport, nous souhaitons faire entendre notre voix.

Nous voulons partager ce que nous vivons au quotidien, les difficultés rencontrées par certains de nos camarades, mais aussi les solutions que nous proposons.

Nous espérons que ce rapport contribuera à améliorer la mise en œuvre de nos droits et qu'il encouragera toutes les personnes qui prennent des décisions à tenir compte de nos recommandations.

## Méthodologie

### Comment avons-nous préparé ce rapport ?

Ce rapport est le résultat d'un processus participatif conduit par les enfants et pour les enfants, avec l'appui technique de l'AEJT-CI. Notre démarche s'est déroulée en plusieurs étapes de mai à juillet 2026.

#### Étape 1 : Nous avons renforcé nos connaissances

Nous avons participé à une session de formation et d'information sur les droits de l'enfant, la Charte Africaine des Droits et du Bien-Etre de l'Enfant et le processus de soumission d'un rapport complémentaire destiné au Comité des Experts. Cette session a été facilitée par l'AEJT-CI et Save the Children.

Cette session nous a permis de mieux comprendre nos droits et l'importance de notre participation dans le processus.



#### Étape 2 : Nous avons préparé les consultations

Ensemble, nous avons identifié les thèmes qui nous semblaient les plus importants.

Nous avons également développé un guide de discussion pour les focus groups et un questionnaire en ligne.

Les consultations ont été organisées autour de cinq sections :

- Ma vie, mon identité et ma voix
- Ma sécurité, ma santé et ma famille
- Mon école, mes loisirs et les enfants vulnérables
- Mes responsabilités et mes devoirs
- Environnement et mon avenir



### Étape 3 : Nous avons consulté nos pairs

Nous avons recueilli les avis des enfants vivant dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire grâce à deux méthodes complémentaires :

- 34 focus groups organisés dans différentes localités ;
- 286 questionnaires en ligne remplis par des enfants.

Les consultations ont permis de recueillir les points de vue de 609 enfants dont 326 filles et 283 garçons d'âges différents, y compris des enfants vivant avec un handicap, des enfants travailleurs, des enfants déscolarisés ou dans d'autres situations de vulnérabilité.

### Étape 4 : Nous avons analysé les résultats

Après les consultations, le comité de rédaction (2 garçons, 3 filles, 1 femme et 1 homme.) a fait une compile des informations reçues, identifié les idées qui revenaient le plus souvent et regroupé les propositions formulées par nos camarades.



Nous avons également sélectionné des témoignages d'enfants afin que notre rapport reflète fidèlement notre parole.

### Étape 5 : Nous avons rédigé notre rapport

Le comité a organisé les résultats autour des cinq thèmes de consultation. Dans chaque section, nous présentons : 1) Ce que nous avons vu ; 2) Ce qui nous inquiète ; 3) Ce que nous demandons ; 4) Nos paroles.

Cette présentation permet de restituer fidèlement ce que nous avons exprimé pendant les consultations et de mettre en valeur les solutions que nous proposons.



### Étape 6 : Nous avons validé notre rapport

Un atelier de validation a été organisé avec nos camarades ayant participé au processus au cours duquel nous avons fait la relecture du rapport proposé par le Comité de rédaction et complété certaines informations lorsque cela était nécessaire. Nous avons validé les recommandations et les messages clés que nous souhaitons adresser au Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant.

Cette étape a permis de nous assurer que le rapport reflète véritablement notre voix.

## SECTION 1 : MA VIE, MON IDENTITÉ ET MA VOIX

**Notre message :** Nous avons parlé de notre identité, de notre droit d'exister, d'être écoutés et de participer aux décisions qui concernent notre vie. Nous souhaitons que chaque enfant soit reconnu, respecté et traité avec dignité.

### 1. Chaque enfant a droit à une identité

#### ► Ce que nous avons vu

Certains de nos camarades ne possèdent toujours pas d'acte de naissance.

Les principales raisons sont :

- La négligence ;
- Le manque d'information ;
- La pauvreté ;
- L'absence des parents.



### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que lorsqu'un enfant ne possède pas d'acte de naissance, il peut rencontrer plusieurs difficultés :

- ➔ Ne pas passer l'examen du CEPE ;
- ➔ Ne pas bénéficier de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- ➔ Ne pas obtenir certains documents administratifs (CNI, Passeport) ;
- ➔ Manque d'information sur soi-même ;
- ➔ Victime de moquerie ;
- ➔ Rencontrer des difficultés pour voyager.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'État puisse :

- ➔ Rapprocher davantage les bureaux d'état civil des communautés ;
- ➔ Annuler le délai de 03 mois qui est donné quand nos parents n'arrivaient pas à vite déclarer nos camarades ;
- ➔ Sensibiliser les parents sur l'importance de la déclaration des naissances ;
- ➔ Faciliter les déclarations de naissance pour tous les enfants.



## 2. Tous les enfants doivent être respectés

### ➤ Ce que nous avons vu

Certains de nos camarades sont victimes de discrimination, de maltraitance et d'exclusion.

Les enfants les plus concernés sont souvent :

Les orphelins ;

- ➔ Les enfants confiés à des tuteurs ;
- ➔ Les enfants vivant avec un handicap ;
- ➔ Les enfants non scolarisés ;
- ➔ Les enfants vivant dans la rue.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que ces situations :

- ➔ Isolent certains enfants ;
- ➔ Les exposent davantage aux violences (punitions physiques et humiliantes, la négligence, les violences sexuelles, l'exploitation sexuelle et économique) ;
- ➔ Augmentent les risques de délinquance, de consommation de drogues ou d'alcool, de travail des enfants et d'autres formes d'exploitation.



### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'Etat puisse :

- ➔ Créer davantage de centres ou familles d'accueil pour les enfants en situation de vulnérabilité ;
- ➔ Initier des programmes d'insertion pour l'apprentissage des métiers ;
- ➔ Développer des activités génératrices de revenus pour les chefs de ménages ou les enfants en âge de travailler ;

## 3. Notre avis compte

### ➤ Ce que nous avons vu

La majorité des adultes (les acteurs Etatiques et parents) ne demandent pas notre avis sur les décisions qui nous concernent :

- ➔ Dans les instances décisionnelles
- ➔ A la maison ;
- ➔ A l'école ;
- ➔ Dans la communauté.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Lorsque notre opinion n'est pas prise en compte :

- ➔ Nous avons le sentiment de ne pas être écoutés ;
- ➔ Les décisions prises ne reflètent pas réellement nos besoins ;
- ➔ Nous participons peu aux décisions qui concernent notre vie ;
- ➔ Notre droit à la participation n'est pas pleinement respecté.

### ➤ Ce que nous demandons

Que l'État puisse :

- ➔ Renforcer les mécanismes de participation des enfants à l'école, dans les communautés et au niveau national ;
- ➔ Sensibiliser davantage les adultes à l'écoute de la parole des enfants.

#### **Nos paroles**

« Après le décès de ma mère, j'ai été maltraitée par ma belle-mère qui a le soutien de mon père. J'ai demandé à aller en vacances chez ma grande sœur mais ils ont refusé sans raison. » — Pharell, 15 ans

« L'un de mes amis est généralement traité d'idiot lors de nos échanges au quartier par certains d'entre nous. » - Alvine, 12 ans.



## SECTION 2 : MA SÉCURITÉ, MA SANTÉ ET MA FAMILLE

Notre message : Nous avons parlé de notre sécurité, de notre santé et du rôle essentiel de la famille. Nous voulons grandir dans un environnement où nous sommes protégés, soignés et entourés d'adultes qui prennent soin de nous.

### 1. Grandir à l'abri de toutes les violences

#### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que certains de nos camarades sont victimes de différentes formes de violences :

- ➔ Violences physiques ;
- ➔ Violences verbales ;
- ➔ Agressions ;
- ➔ Harcèlement ;
- ➔ Enlèvements ;
- ➔ Humiliations ;
- ➔ Travail des enfants ;
- ➔ Négligence.



Nous avons également constaté que, dans la plupart des cas, les auteurs des violences sont des adultes.

#### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous sommes inquiets parce que beaucoup d'enfants qui sont victimes de violences :

- ➔ Gardent le silence ;
- ➔ Ont peur d'être battus ;
- ➔ Craignent d'être rejetés ou menacés ;
- ➔ Pensent que personne ne les écoutera.



Nous pensons aussi que ces violences :

- Affectent notre santé mentale ;
- Diminuent notre estime de soi ;
- Diminuent notre confiance envers les adultes ;
- Compromettent notre réussite scolaire ;
- Mettent notre avenir en danger.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'Etat puisse :

- Renforcer les mécanismes de lutte contre toutes les formes de violences faites aux enfants ;
- Appliquer les sanctions strictes contre les auteurs de violences ;
- Créer davantage de structures d'accueil pour les enfants victimes de violence et d'abus ;
- Sensibiliser davantage les adultes à l'écoute de la parole des enfants.

## 2. La santé est un droit

### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que tous les enfants n'ont pas le même accès aux soins de santé.

Les difficultés sont liées :

- Au coût des soins ;
- A la cherté des vaccins après 1 an ;
- Au manque d'équipements adaptés ;
- L'insuffisance de personnel soignant ;
- A la négligence du personnel de santé ;
- L'éloignement des centres de santé dans certaines localités.



Nous avons également constaté que :

- Certains parents ne peuvent pas payer les cotisations de la CMU ;
- Certains de nos parents achètent des médicaments dans la rue ou pratiquent l'automédication du fait des coûts élevés des soins, ce qui est très dangereux pour nous.
- Ce qui nous inquiète

Nous pensons que ces situations peuvent :

- Retarder la prise en charge des enfants ;
- Mettre notre santé en danger ;
- Provoquer la mort de certains de nos camarades.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'Etat puisse :

- Suspendre les cotisations de la CMU pour tous les enfants de moins de 18 ans ;
- Renforcer les équipements et le personnel dans les centres de santé ;
- Former le personnel soignant sur comment bien traiter les enfants ;
- Garantir la disponibilité des médicaments et des soins gratuits pour les enfants.

## 3. Tous les enfants ont besoin d'une famille protectrice

### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que :

- Certains enfants vivent chez les parents ou des tuteurs où ils subissent parfois des mauvais traitements ;
- Certains vivent dans la rue ;
- Certains sont livrés à eux-mêmes à cause de la pauvreté, de la négligence ou de l'abandon parental.



### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que ces enfants sont davantage exposés :

- ➔ A la rue ;
- ➔ A l'exploitation sexuelle ou économique ;
- ➔ A la consommation des drogues et de l'alcool ;
- ➔ Aux violences ;
- ➔ A l'insécurité.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous demandons à l'Etat de :

- ➔ Renforcer la sensibilisation des parents sur leurs responsabilités ;
- ➔ Mieux protéger les enfants privés de protection familiale ;
- ➔ Développer davantage de structures d'accueil pour les enfants en situation de vulnérabilité.



#### **Nos paroles**

« Ma camarade qui vit chez ses tuteurs est victime de maltraitance. Les enfants de ces derniers inventent des mensonges sur elle, ce qui amène ses tuteurs à la frapper, sous prétexte qu'elle n'est pas leur propre enfant. » — Samira, 15 ans

« Nos parents ont du mal à nous soigner au centre de santé de notre quartier car ils trouvent que les coûts de la consultation et des médicaments sont chers. Quand on tombe malade, ils vont directement à la pharmacie ou ils achètent des médicaments chez les femmes ambulantes du quartier. » — Dominique, 14 ans

## SECTION 3 : MON ÉCOLE, MES LOISIRS ET LES ENFANTS VULNÉRABLES

Notre message : Pour nous, aller à l'école, apprendre, jouer et être protégés sont des droits. Pourtant, plusieurs de nos camarades rencontrent encore des difficultés qui les empêchent de vivre pleinement leur enfance. Dans cette section, nous partageons ce que nous avons observé et les changements que nous souhaitons voir.

### 1. L'école : un droit qui n'est pas encore une réalité pour tous

#### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que certains de nos camarades abandonnent l'école ou ne la fréquentent jamais à cause :

- ➔ De la pauvreté de leurs familles ;
- ➔ Du coût de la scolarité et des autres dépenses liées à l'école ;
- ➔ De l'absence d'acte de naissance ;
- ➔ Des mariages précoces ;
- ➔ Des grossesses en cours de scolarité ;
- ➔ Des travaux domestiques ou agricoles ;
- ➔ Des redoublements répétés ;
- ➔ Du découragement.
- ➔ Environnement scolaire non adapté à nos à la condition de nos camarades en situation de handicap



Nous avons également constaté que :

- ➔ La chicotte existe encore dans certaines écoles ;
- ➔ Des collèges et lycées sont éloignés de nos maisons ;
- ➔ Le harcèlement scolaire est de plus en plus fréquent ;
- ➔ Certaines écoles manquent d'enseignants ;
- ➔ Les kits scolaires ne sont pas distribués tôt
- ➔ Les cantines scolaires n'existent pas dans toutes les écoles ;
- ➔ Certains professeurs n'expliquent pas suffisamment les cours ;
- ➔ Plusieurs établissements ne disposent pas de suffisamment de salles de classe, de tables-bancs, de laboratoires ou de matériel pédagogique.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que lorsqu'un enfant ne va pas à l'école, il risque davantage :

- ➔ D'être victime du travail des enfants ;
- ➔ D'être victime de mariage précoce ;
- ➔ D'être exposé à la délinquance ou à d'autres formes d'exploitation.



### ➤ Ce que nous demandons

Nous demandons à l'Etat de :

- ➔ Créer davantage de cantines scolaires ;
- ➔ Distribuer des kits scolaires dès la rentrée ;
- ➔ Créer davantage de foyers d'accueil scolaires ;
- ➔ Recruter davantage les enseignants pour que tous les établissements soient comblés ;
- ➔ Construire davantage des établissements de proximité et les équipements et matériels pédagogique ;
- ➔ Faire respecter l'interdiction de la vente des fascicules dans les établissements et autres frais annexes.

## 2. Les enfants vivant avec un handicap

### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que plusieurs de nos camarades vivant avec un handicap :

- ➔ Rencontrent des difficultés pour accéder à l'école ;
- ➔ Sont victimes de moqueries ;
- ➔ Sont parfois rejetés ;
- ➔ Abandonnent l'école après plusieurs humiliations ;
- ➔ Ne sont parfois jamais inscrits.

Nous avons aussi constaté que beaucoup d'établissements ne sont pas adaptés à leurs besoins.

- ➔ Pas de rampes dans tous les établissements ;
- ➔ Peu d'écoles inclusives ;
- ➔ Peu d'enseignants formés sur le langage des signes et sur l'encadrement des élèves en situation d'handicap.



### ➤ Ce qui nous inquiète

Les discriminations et les moqueries :

- ➔ Détruisent la confiance des enfants ;
- ➔ Favorisent l'abandon scolaire ;
- ➔ Empêchent une véritable inclusion.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'Etat puisse :

- ➔ Former davantage d'enseignants au langage des signes ;
- ➔ Construire plus d'écoles adaptées dans chaque département ;
- ➔ Faire des rampes d'accès et des infrastructures accessibles aux enfants en situation de handicap ;
- ➔ Offrir un meilleur accès aux soins pour les enfants vivant avec un handicap ;
- ➔ Faciliter un programme d'apprentissage pour les enfants en situation de handicap.

## 3. Les enfants les plus vulnérables

### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que plusieurs de nos camarades :

- Vivent dans la rue ;
- Font des petits commerces dans les rues ;
- Vivent dans les camps de réfugiés ;
- Sont orphelins ;
- Vivent chez des tuteurs ;
- Sont des migrants.

Beaucoup travaillent pour survivre et sont exposés :

- Aux violences ;
- À l'exploitation ;
- À l'insécurité.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Ils sont davantage exposés :

- A la faim ;
- Aux maladies ;
- Aux abus ;
- Aux traites ;
- A toutes les formes de violences.



Nous avons peur que leur avenir soit compromis.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous demandons à l'Etat de :

- Encourager les enfants de la rue à retourner à l'école ou apprendre un métier ;
- Faciliter leur accès à l'éducation ;
- Créer davantage de centres de formation aux métiers ;
- Mieux protéger tous les enfants en situation de vulnérabilité.

## 4. Jouer est aussi un droit

### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que :

- Les espaces de jeux sont insuffisants ou parfois payants ;
- Les équipements sont souvent dégradés ;
- Certains quartiers ne disposent d'aucun espace de loisirs ;
- Plusieurs espaces ne sont pas accessibles aux enfants vivant avec un handicap.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous sommes inquiets car l'absence d'espaces de jeux :

- Limite notre développement ;
- Réduit notre bien-être ;
- Nous prive de moments importants pour apprendre, nous détendre et vivre ensemble.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons de l'Etat puisse :

- Créer davantage d'espaces de jeux gratuits dans les communautés ;
- Fournir des équipements adaptés à tous les enfants ;
- Créer des lieux de loisirs sûrs, accessibles et entretenus pour notre épanouissement.



### Nos paroles

« Tous les enfants vont à l'école mais d'autres non par manque de moyens financiers. » — Mohamed, 12 ans

« Les enfants handicapés ne peuvent pas facilement aller à l'école. Ils sont moqués et refusés par la société. » — Bérénice, 15 ans

« Créer des écoles adaptées aux handicapés et distribuer des kits scolaires. » — Daouda, 14 ans

« Accepter tous les enfants tels qu'ils sont et ne pas se moquer des enfants handicapés. » — Masséni, 13 ans



## SECTION 4 : MES RESPONSABILITÉS ET MES DEVOIRS

Notre message : Nous savons que nous avons des droits, mais aussi des responsabilités. Nous voulons être des enfants respectueux, solidaires et engagés. Nous souhaitons également que les adultes nous fassent confiance et nous donnent davantage de possibilités de participer aux décisions qui nous concernent.

### 1. Connaître nos droits et nos devoirs

#### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que :

- La majorité de nos camarades ont déjà entendu parler de leurs droits et de leurs devoirs à l'école, à la maison ou dans leurs groupes et associations ;
- Certaines ONG organisent des activités de promotion de nos droits ;
- Certains établissements scolaires ne donnent pas suffisamment l'occasion aux enfants de découvrir leurs droits et leurs devoirs.

Nous pensons que connaître nos droits va de pair avec la connaissance de nos devoirs.

#### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous avons constaté que beaucoup de nos camarades, surtout dans les villages et les quartiers précaires :

- Connaissent encore mal leurs droits ;
- Font encore des travaux dangereux, non adaptés à eux ;
- Connaissent peu leurs devoirs.

Nous pensons que cette méconnaissance :

- Favorise les violences ;
- Favorise les discriminations ;
- Les rend souvent malade du fait des lourdes charges qui pèsent sur eux ;
- Empêche certains enfants de demander de l'aide lorsqu'ils sont victimes d'abus.

➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons :

- ➔ Renforcer les clubs des droits de l'enfant dans les écoles ;
- ➔ Créer davantage de conseils d'élèves et d'espaces de participation ;
- ➔ Sensibiliser nos amis sur le respect des droits de l'autre ;
- ➔ Organiser davantage d'activités de sensibilisation sur les droits et les devoirs des enfants dans les communautés.

## 2. Être des enfants responsables

➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que plusieurs de nos camarades s'attèlent chaque jour de :

- ➔ Respecter leurs parents ;
- ➔ Respecter les enseignants ;
- ➔ Respecter leurs camarades ;
- ➔ Aider aux tâches ménagères ;
- ➔ Travailler sérieusement à l'école ;
- ➔ Participer au nettoyage de leur école ou de leur quartier ;
- ➔ Adopter un comportement responsable.

Nous savons également que le respect, l'honnêteté, la solidarité, la discipline et la ponctualité sont des valeurs importantes pour bien vivre ensemble.

➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que lorsque ces valeurs ne sont pas encouragées :

- ➔ Les conflits augmentent ;
- ➔ Les violences se multiplient ;
- ➔ Les discriminations persistent ;
- ➔ Le vivre-ensemble devient plus difficile.

➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'Etat puisse :

- ➔ Promouvoir davantage les valeurs de civisme, de solidarité, de paix et de respect ;
- ➔ Soutenir les activités communautaires auxquelles les enfants participent.

## 3. Notre voix doit être entendue

➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que :

- ➔ Les occasions de participer aux décisions concernant notre école ou notre communauté restent limitées ;
- ➔ Notre participation n'est pas structurée ;
- ➔ Nos opinions ne sont pas toujours prises en compte par les adultes.

➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que cette situation :

- ➔ Limite notre droit à la participation ;
- ➔ Nous empêche de contribuer davantage au développement de nos communautés et de notre pays.

➤ Ce que nous demandons

Nous demandons à l'Etat de :

- ➔ Rendre plus opérationnel le Parlement des enfants de Côte d'Ivoire ;
- ➔ Soutenir financièrement les organisations et associations d'enfants ;
- ➔ Organiser ou structurer davantage notre participation dans tous les sujets qui nous concernent ;
- ➔ Encourager les adultes à écouter davantage les enfants ;
- ➔ Associer les enfants aux décisions concernant leur bien-être, leur éducation, leur protection et le développement de leurs communautés.

### Nos paroles

« Un jour, je voulais aller jouer avec mes camarades au lieu de faire mes devoirs de maison. Mais je me suis souvenu que le devoir d'un élève est de faire ses devoirs et bien travailler à l'école. Alors, j'ai fait mes exercices et j'ai eu une bonne note qui m'a rendu très fier. » — Salomon, 16 ans



## SECTION 5 : MON ENVIRONNEMENT ET MON AVENIR

Notre message Nous vivons déjà les effets du changement climatique et de la pollution. Nous voulons grandir dans un environnement propre, sain et sûr. Nous sommes prêts à agir pour protéger notre planète, mais nous avons aussi besoin de l'engagement et le soutien des adultes.

### 1. Le changement climatique fait déjà partie de notre quotidien

#### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté :

- Des inondations de plus en plus fréquentes ;
- La baisse de la productivité agricole ;
- Des périodes de forte chaleur prolongées.

Ces phénomènes affectent :

- Notre santé ;
- Nos déplacements ;
- Notre fréquentation scolaire ;
- Nos activités quotidiennes.

Nous avons également remarqué que certaines familles vivent dans des zones exposées :

- Aux inondations ;
- Aux glissements de terrain ;
- Aux éboulements ;
- Aux risques d'électrocution.

#### ➤ Ce qui nous inquiète

Ces catastrophes :

- Mettent notre vie en danger ;
- Perturbent notre accès à l'école ;
- Aggravent les difficultés des enfants les plus vulnérables.

### ➤ Ce que nous demandons

Nous souhaitons que l'État puisse :

- Renforcer les mesures de protection des enfants face aux catastrophes environnementales ;
- Adapter les infrastructures en les rendant résilient aux catastrophes naturelles ;
- Renforcer la sensibilisation sur le changement climatique dans les communautés et les écoles ;
- Mieux prendre en compte les besoins des enfants dans les politiques liées au climat.

## 2. Nous voulons un environnement propre

### ➤ Ce que nous avons vu

Nous avons constaté que :

- Les caniveaux sont souvent bouchés ;
- La destruction massive des arbres ;
- Les ordures s'accumulent dans plusieurs quartiers et villages ;
- Les eaux usées stagnent ;
- Certaines usines rejettent des eaux usées dans les lagunes et les rivières ;
- Des usines et des véhicules polluent l'environnement avec de la fumée qu'ils.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Cette pollution est dangereuse parce qu'elle :

- Favorise les maladies ;
- Attire les moustiques ;
- Dégrade notre cadre de vie ;
- Menace notre santé et notre bien-être.
- Ce que nous demandons



Nous demandons à l'État de :

- Renforcer la lutte contre la pollution de l'air, de l'eau et des sols ;
- Améliorer la gestion des déchets ;
- Installer davantage de poubelles publiques ;
- Emmener les entreprises à investir dans les droits de l'enfant et la protection de l'environnement car elles polluent plus l'environnement ;
- Entretenir régulièrement les caniveaux afin de prévenir les inondations.

## 3. Les enfants sont aussi des acteurs du changement

### ➤ Ce que nous avons vu

Beaucoup d'entre nous participent déjà à des activités :

- Les journées de salubrité ;
- Le nettoyage des écoles ;
- Le balayage des rues ;
- Les campagnes de sensibilisation ;
- Les activités des groupes et associations.

### ➤ Ce qui nous inquiète

Nous pensons que nos efforts ne suffisent pas si toutes les personnes ne s'engagent pas également à protéger l'environnement.

Nous sommes aussi préoccupés par le manque :

- D'espaces verts ;
- D'aires de jeux ;
- D'infrastructures d'assainissement.

## ➤ Ce que nous demandons

Nous demandons à l'État de :

- ➔ Créer davantage d'espaces verts et d'aires de jeux sécurisées ;
- ➔ Organiser régulièrement des campagnes de sensibilisation sur la protection de l'environnement ;
- ➔ Soutenir les initiatives environnementales portées par les enfants ;
- ➔ Impliquer les enfants dans les décisions concernant l'environnement et le climat ;
- ➔ Organiser des journées de protection de l'environnement, comme les journées « Zéro véhicule » ou « Véhicule sans fumée ».

### Nos paroles

**« Pendant la saison des pluies, mon père m'interdit de sortir de la maison pour aller à l'école parce qu'une fois, deux élèves ont été emportés par les eaux de ruissellement. » — Stan, 16 ans**

**« Je demande que l'État organise des journées « Zéro véhicule » et fasse la promotion des véhicules électriques. » — Ruth, 16 ans**



## Nos priorités

- ➔ Créer davantage les bureaux d'état civil pour la déclaration des naissances dans les communautés ;
- ➔ Renforcer les mécanismes de participation des enfants à l'école, dans la communauté, au niveau de l'État ;
- ➔ Sensibiliser davantage les adultes à l'écoute et à la prise en compte de la parole des enfants ;
- ➔ Suspendre les cotisations CMU pour tous les enfants (moins de 18 ans) ;
- ➔ Renforcer les équipements et le personnel soignant dans les centres de santé ;
- ➔ Renforcer la gratuité des médicaments et des soins pour les enfants en s'assurant de leur disponibilité ;
- ➔ Créer des écoles adaptées aux enfants en situation de handicap dans chaque département ;
- ➔ Créer plus de foyers d'accueil scolaires (internats) dans les départements ;
- ➔ Créer des centres de métiers pour les enfants de la rue et les enfants déscolarisés ou non ;
- ➔ Rendre plus opérationnel le Parlement des enfants de Côte d'Ivoire ;
- ➔ Soutenir financièrement les actions des groupements et associations d'enfants en Côte d'Ivoire ;
- ➔ S'assurer que les enfants soient associés aux décisions concernant leur bien-être, leur éducation, leur protection et le développement de leurs communautés ;
- ➔ Construire et entretenir régulièrement les caniveaux pour éviter de les boucher et prévenir les inondations ;
- ➔ Organiser des campagnes de sensibilisation sur la protection de l'environnement, la salubrité et les effets du changement climatique ;
- ➔ Organiser des journées de protection de l'environnement ("Zéro véhicule", "Véhicule sans fumée").

## Nos engagements

En tant qu'enfants de Côte d'Ivoire, nous nous engageons à :

- 👉 Respecter les droits des autres enfants ;
- 👉 Protéger notre environnement ;
- 👉 Lutter contre les discriminations ;
- 👉 Encourager nos camarades à connaître leurs droits et leurs devoirs ;
- 👉 Participer activement à la vie de nos écoles et de nos communautés ;
- 👉 Continuer à faire entendre la voix des enfants de manière responsable ;
- 👉 Promouvoir la paix, le dialogue et la solidarité.



## Conclusion

Ce rapport est le reflet de la parole de centaines d'enfants issus de différentes régions de la Côte d'Ivoire.

Nos réalités sont parfois différentes, mais nos aspirations sont les mêmes.

- 1) Nous voulons vivre en sécurité.
- 2) Nous voulons apprendre.
- 3) Nous voulons être en bonne santé.
- 4) Nous voulons être respectés.
- 5) Nous voulons être écoutés.
- 6) Nous voulons grandir dans un environnement sain.

Nous sommes convaincus que lorsque nous participons aux décisions qui nous concernent, les solutions sont plus justes, plus durables et plus adaptées à notre besoin.

Nous espérons que ce rapport contribuera à renforcer la mise en œuvre de la Charte Africaine des Droits et du Bien-Être de l'Enfant en Côte d'Ivoire et qu'il encouragera tous les acteurs à poursuivre leurs efforts pour qu'aucun enfant ne soit laissé de côté.



## Mot de clôture

« Nous avons partagé notre réalité avec sincérité. À présent, nous espérons que notre voix inspirera des actions concrètes. Parce que chaque enfant compte, chaque parole compte et chaque engagement compte. Ensemble, construisons une Côte d'Ivoire où tous les enfants grandissent protégés, écoutés et respectés. »



## Les enfants rédacteurs (membres de la Plateforme Nationale des Organisations et Associations d'Enfants de Côte d'Ivoire)

- ◆ GASSO Ruth Sarah
- ◆ KOSSONOU Samuel
- ◆ BAH Masseni
- ◆ BADÉ Princesse Ornella Esther
- ◆ KOUMAN Kouassi Stanislas

## L'appui technique

- ◆ HOUÉTO Yves Roland, Coordonnateur National de l'AEJT-CI
- ◆ CISSÉ Raissa Fatym épse Diomandé, Cheffe de projet de AEJT-CI
- ◆ ELLO Nogbou Frédéric Emile, Responsable MEAL de l'AEJT-CI
- ◆ MONGUIRO Louise, Conseillère Technique CRG à Save the Children
- ◆ AKOURE Kékré Jules Gautier, Coordonnateur Programme à Save the Children
- ◆ KOFFI Douhou Ange, Chargé de Programme CRG à Save the Children
- ◆ YAO N'guessan Nadège Epse AMANI, Assistante de Programme à Save the Children
- ◆ DJÉMÉLOU Marie Laure epse SIMONE, Chargée de Plaidoyer au Forum des ONG
- ◆ LOUKOU Djatti Aimé, Chef de projet à la FEREADD

## Liste des structures ayant accompagné le processus

- ◆ Save The Children International ;
- ◆ Association des Enfants et Jeunes Travailleurs de Côte d'Ivoire (AEJT-CI) ;
- ◆ FORUM DES ONG d'aide à l'enfance en difficulté ;
- ◆ FEREADD ;
- ◆ CHARITE VIE ;
- ◆ Renaissance Santé Bouaké (RSB).

